



RÉGION DE GENDARMERIE DE NOUVELLE-AQUITAINE

59 rue Séguineau – 33700 MERIGNAC

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES  
PARTICULIÈRES  
(C.C.T.P.)**

---

**Consultation n° 01-RGNA-2025**

**Caserne BELZUNCE – VILLENEUVE-SUR-LOT (47)**

**Remise aux normes électriques des bâtiments logements et des  
Locaux de Service et Techniques (LST)**

<b>Bât 017 : n° Chorus RE_FX 100127/124725</b>	<b>IMM AQU/10569/0</b>
<b>Bât 018 : n° Chorus RE_FX 100127/138022</b>	<b>IMM AQU/9957/0</b>
<b>Bât 019 : n° Chorus RE_FX 100127/120742</b>	<b>IMM AQU/9976/0</b>
<b>Bât 020 : n° Chorus RE_FX 100127/138955</b>	<b>IMM AQU/9956/0</b>
<b>Bât 022 : n° Chorus RE_FX 100127/137357</b>	<b>IMM AQU/9956/0</b>

# SOMMAIRE

## **ARTICLE 1 – PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

### **1.1. Généralités**

- 1.1.1. Objet
- 1.1.2. Études Techniques
- 1.1.3. Documents à fournir

### **1.2. Normes et réglementation**

- 1.2.1. Préambule aux opérations
- 1.2.2. Textes et normes
- 1.2.3. Conformité aux normes
- 1.2.4. Règles pour la protection des travailleurs
- 1.2.5. Interprétation des textes
- 1.2.6. Installation de chantier

## **ARTICLE 2 – DESCRIPTION DES TRAVAUX**

### **2.1. Définition sommaire de l'opération**

- 2.1.1. Description des opérations à réaliser
- 2.1.2. Bâtiments résidentiels
- 2.1.3. Bâtiment tertiaire
- 2.1.4. Organisation du chantier et obligation du titulaire
- 2.1.5. Gestion des déchets

## **ARTICLE 3 – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES**

### **3.1. Choix du matériel**

### **3.2. Transport – Stockage – Conservation**

### **3.3. Mise en œuvre**

- 3.3.1. Conditions d'établissement des installations
- 3.3.2. Enlèvement du matériel
- 3.3.3. Nettoyage du chantier
- 3.3.4. Installation provisoire pour les besoins du chantier

### **3.4. Essais - Vérifications**

### **3.5. Réception des travaux**

### **3.6. Entretien - Garantie**

### **3.7. Assurance**

## **ARTICLE 4 – VISITE TECHNIQUE PRÉALABLE À LA REMISE DES OFFRES**

## **ARTICLE 5 – SANTÉ SÉCURITÉ TRAVAIL**

### **5.1. Réglementation**

### **5.2. Procédure**

### **5.3. Protection incendie**

### **5.4. Protection de l'environnement**

## **ARTICLE 6 – PLANS D'ORIGINE**

## **ARTICLE 1 – PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

### **1.1. Généralités**

#### **1.1.1. Objet :**

Le présent marché a pour objet la mise aux normes électriques ainsi que le remplacement des différents appareillages électriques des logements et des Locaux de Service et Techniques (LST) de la caserne de gendarmerie Belzunce de VILLENEUVE SUR LOT (47).

#### **1.1.2. Études Techniques :**

Le dossier de consultation des entreprises comporte :

- Un Règlement de Consultation (RC) ;
- Un Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Un Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Une Décomposition du Prix Global Forfaitaire (DPGF).

Ce document ne devra pas être considéré comme limitant les ouvrages à prévoir, mais comme fixant la réalisation complète de l'ouvrage.

Les entreprises demeureront responsables de la prévision des moyens nécessaires à la réalisation technique des opérations dans les délais impartis.

La responsabilité des entreprises subsiste entièrement, tant en ce qui concerne la solidité des ouvrages, les oublis, les vices ou malfaçons, que les accidents qui pourraient résulter de l'exécution de ses ouvrages.

Les prix et quantités qui seront portés dans le cadre de la DPGF de l'entreprise s'entendent compte tenu de toutes suggestions et prescriptions découlant du présent CCTP, normes DTU, règles de l'art, pour un complet achèvement des ouvrages, ainsi que les travaux qui ne seraient pas mentionnés dans l'une des pièces des bâtiments concernés ou qui seraient omis, mais découleraient de l'intervention logique du corps d'état.

Les entreprises devront réaliser sur place un relevé des installations existantes, afin de prendre en considération dans leurs études toute modification qui n'aurait pas été portée sur les documents fournis.

Tous les métrés donnés dans les documents, sont des estimatifs, il convient à chaque entreprise de les vérifier afin de s'assurer de leur exactitude.

Les études d'exécution de l'installation et les notes de calculs sont à la charge des entreprises.

### 1.1.3. Études Techniques :

Avec leur proposition, les entreprises soumissionnaires devront fournir tous les documents permettant de juger leur offre et en particulier :

- le DPGF.
- le mémoire technique, devra contenir des informations sur :
  - le matériel proposé ;
  - les personnes affectées à cette opération ;
  - la méthodologie proposée (planning détaillé, mode opératoire, etc...).
- si le matériel est différent de celui prescrit, fournir :
  - La documentation technique ;
  - Les informations sur la distribution commerciale du produit ;
  - Les références avec ce produit ;
  - La mise en évidence de toutes les fonctionnalités différentes entre le produit prescrit et le produit proposé.

En cours de travaux, le titulaire sera tenu de remettre en exemplaires suffisants :

- les fiches techniques ou les caractéristiques des différents appareils ;
- les schémas développés, d'implantation et organigrammes de fonctionnement.

Le titulaire fera son affaire de la fourniture de tous les plans et dossiers pouvant être requis par les fournisseurs, les opérateurs, les exploitants et les organismes de contrôle.

Il est entièrement responsable des plans et cotes qu'il doit vérifier.

**L'approbation des plans et documents par le maître d'œuvre ne décharge en aucun cas la responsabilité de l'entrepreneur.**

## **1.2. Normes et réglementation**

### 1.2.1. Préambule aux opérations :

Le candidat devra prévoir dans l'établissement de son projet, les matériels nécessaires à la bonne marche des installations et de leurs équipements, à leur conduite aisée, à leur contrôle et à leur sécurité, même dans le cas où, ces matériels ne seraient pas explicitement décrits ou précisés dans le présent document.

Il devra exécuter sans exception, réserve ou plus-value, tous les travaux nécessaires à l'achèvement des installations et équipements considérés.

Aucun changement ne pourra être apporté au projet présenté et retenu sans l'autorisation préalable du maître d'œuvre.

En conséquence, l'entrepreneur ne pourra prendre prétexte d'erreurs ou d'omissions quelles qu'en soient leurs causes ou leurs origines, pour se dispenser de l'exécution d'une partie des ouvrages et se soustraire à leurs travaux.

De même tout frais résultant de changements non autorisés, ainsi que tout travail supplémentaire exécuté sans ordre écrit resteront à la charge de l'entrepreneur.



### 1.2.2. Textes et normes :

Les travaux devront être réalisés selon le présent CCTP, garantir le bon respect des règles de l'art et être exécutés conformément aux prescriptions des normes et règlements en vigueur le jour de la soumission, et en particulier :

- au Code de la construction ;
- au Code du travail ;
- DTU 70 – installation électrique ;
- au décret n° 2010-1017 du 30 août 2010 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage entreprenant la construction ou l'aménagement de bâtiments destinés à recevoir des travailleurs en matière de conception et de réalisation des installations électriques ;
- au règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;
- aux instructions techniques en vigueur ;
- à la norme NF-C 15-100, et ses additifs concernant l'exécution des installations électriques basse tension ;
- à la norme CEI 61439-1 et IEC 61439-2, qui établit les exigences générales pour les appareillages de protection et de commutation assemblés pour basse tension ;
- à la norme NF-C 61, interrupteurs ;
- à la norme NF-C 63, appareillages ;
- à la norme NF-C 68, matériels de pose ;
- à la norme NF-C 14-100, et ses additifs concernant l'exécution des installations de branchement basse tension ;
- aux normes NF-C 17-100 et NF-C 17-102 concernant la protection contre les effets directs et indirects de la foudre ;
- à la norme NF EN 12464-1, lumière et éclairage – éclairage des lieux de travail – partie 1 : lieux de travail intérieurs ;
- à la norme NF EN 12464-2, lumière et éclairage – éclairage des lieux de travail – partie 2 : lieux de travail extérieurs ;
- à la norme NF-C 12-101 décret du 14 novembre 1962 révisé en novembre 1988 relatif à la protection des travailleurs ;
- arrêté du 31 janvier 1986 relatif à la protection contre l'incendie des bâtiments d'habitation ;
- Code de la construction de l'habitation – concernant la protection contre les risques d'incendie des bâtiments d'habitation ;
- de la réglementation de sécurité contre l'incendie dans les Établissements Recevant du Public (ERP) ;
- De la norme NF-C 12-201, concernant la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements ERP ;
- Des normes NF-C 71-800, NF-C 71-801, NF-C 71-820, NF-EN 60-598 et NF-AEAS, concernant les Blocs Autonomes d'Éclairage de Sécurité (BAES) ;
- arrêté du 25 juin 85 article EL.09 paru au J.O. du 14 août 1985 et concernant les équipements des locaux techniques ;
- décret du 14 novembre 1972 pour contrôle et attestation de conformité des installations électriques ;
- aux prescriptions imposées par le fournisseur d'énergie électrique ;
- au bon respect des règles de l'art de la profession ;

ainsi que l'ensemble de la réglementation en vigueur à la date de remise des offres.

Cette liste n'est pas exhaustive. Il conviendra de se conformer aux textes ou règlements particuliers édités par les autorités locales ou le fournisseur d'énergie.

### 1.2.3. Conformité aux normes :

Dans l'éventualité où de nouvelles réglementations ou modifications de normes interviendraient en cours d'opération, l'entreprise est tenue d'informer l'acheteur des incidences de ces textes sur le projet en cours, et de proposer toute modification du projet qu'impliquerait leur prise en compte.

### 1.2.4. Règles pour la protection des travailleurs :

Selon l'article L.4121-1 du Code du travail, l'employeur est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale de ses salariés. Dans ce cadre, l'employeur ne doit pas seulement diminuer le risque, mais doit l'en empêcher.

Le titulaire fournira une liste exhaustive du personnel intervenant sur le chantier, toute personne non mentionnée dans cette liste sera exclue de ce chantier.

Dans le cadre de la répression du travail illégal, la liste des ouvriers susceptibles de travailler sur le site sera fourni à l'aide de la copie du Document Unique d'Embauche (DUE) entreprise et copie de leur pièce d'identité.

### 1.2.5. Interprétation des textes :

En cas de contradiction entre les textes ainsi que les normes, mentionnés ci-dessus et les prescriptions, descriptifs et plans fournis dans le cadre de la consultation, l'acheteur aura toute la liberté d'interpréter ces textes dans le sens le plus favorable à l'achat sans que le titulaire puisse prétendre à aucune indemnité ou plus-value de ce fait.

### 1.2.6. Installation de chantier :

Le titulaire mettra en place une installation de chantier pendant toute la durée de l'intervention. Le périmètre sera délimité par des barrières type « Heras » et un affichage réglementaire adapté à cette zone y sera apposé de part et d'autres, de telle sorte à ce qu'il soit clairement visible et compréhensible de tous publics.

À l'issue des travaux, la zone sera démontée, nettoyée de tous déchets.

## ARTICLE 2 – DESCRIPTION DES TRAVAUX

### 2.1. Définition sommaire de l'opération

#### 2.1.1. Description des opérations à réaliser :

Les travaux à réaliser sont identifiés dans les tableaux ci-dessous. Il appartient à l'entreprise soumissionnaire de procéder à ces propres relevés pour établir son offre.

Le présent descriptif a pour objet de définir les conditions auxquelles devront satisfaire les travaux de mises aux normes et de réfection des installations électriques des différents bâtiments (logements, bureaux, locaux de service, caves, etc...).

**Le soumissionnaire fera une offre financière par bâtiment et en détaillant le coût des travaux par typologie de logement pour chaque tranche de travaux.**

Bâtiments résidentiels	Nombre de logements	Nombre de logements par type (F4/F5/F6)		
		F4	F5	F6
Bât. 017	5	2	2	1
Bât. 018	7	4	3	/
Bât. 019	7	4	3	/
Bât. 020	7	4	3	/
<b>Nombre total de logements</b>	<b>26</b>	<b>14</b>	<b>11</b>	<b>1</b>

Bâtiment tertiaire	Nombre	Type de bâtiment
Bât. 022	1	Locaux de Service et Techniques (LST)

Détail des travaux à réaliser dans chaque logement et LST
Création des liaisons équipotentielle nécessaires pour les biens et les personnes
Vérification de l'alimentation chaufferie et remplacement de l'installation électrique si nécessaire
Fourniture, implantation et mise en service des différents éclairages de sécurité adaptés à la zone
Remplacer toutes les prises de courant encastrées existantes par des 2 pôles+terre affleurantes
Conception et fourniture des schémas électriques de chaque tableau modulaire, armoire TGBT
Conception et fourniture des différents plans unifilaires par pièces et par bâtiments
Dépollution totale de toute la partie électrique existante y compris l'évacuation en déchetterie, ne pas toucher au circuit de Ventilation Mécanique Contrôlée (VMC), sauf en cas de nécessité.
Protection des biens des occupants avant travaux ainsi que le nettoyage après travaux
Planification et organisation des travaux par pièces et par bâtiments

À la réception des travaux, le titulaire remettra au maître d'ouvrage les attestations de conformité des installations électriques contrôlées par un organisme agréé (Consuel), ainsi que les plans unifilaires (pièces et bâtiments) et schémas des différents tableaux modulaires et armoires électriques.

L'entreprise effectuera toutes les démarches auprès des différents opérateurs et/ou fournisseurs pour la bonne réalisation de ces travaux. Tous les dossiers techniques qui pourraient être demandés par ces derniers, sont à la charge entière du présent titulaire (y compris calculs et justificatifs).

### 2.1.2. Bâtiments résidentiels :

Détail des travaux à réaliser dans chaque logement
Faire remplacer les disjoncteurs d'abonné par le fournisseur d'électricité
Remplacement des tableaux électriques de manière intégrale, pour une remise à neuf avec une répartition par ligne homogène avec un équilibrage des puissances cohérent (éclairage, prises de courant, appareils ménagers, etc...) en aval des interrupteurs différentiels avec les dispositifs de protection adaptés au circuit à alimenter
Création des liaisons équipotentielle de tous les équipements devant être impérativement raccordés
Installation complète du réseau numérique RJ45, y compris le coffret de communication
Décâbler toutes les gaines et réutiliser celles-ci tant que possible pour nouveau câblage
Ajouter des prises 2 pôles+terre affleurantes ou étanches en saillie dans les zones où le besoin est existant
Remplacer les différents points d'éclairages par des Dispositifs de Connexion pour Luminaire (DCL)
Ajouter des points d'éclairage en boîte DCL en saillie dans les zones utiles
Planter goulottes décoratives afin de raccorder les différents appareillages électriques en saillie
Remplacer les linolites par des appliques miroir à LED décoratives doté d'un IP 65
Fourniture et pose de dispositifs à LED 12 W 4 000 K sur l'ensemble des logements et adaptés aux différents points d'éclairage fraîchement installés
Remplacer dans leur globalité (y compris la boîte d'encastrement), la totalité des interrupteurs encastrés par des nouveaux équipements de bonne manufacture et adaptés à leurs emplois
Installer de façon optimale et fonctionnelle le système de va-et-vient dans chaque chambre, salon et cuisine
Installer de façon optimale et fonctionnelle le système de 3 boutons poussoirs dans l'entrée/dégagement sans oublier d'équiper le tableau électrique du logement, d'un télérupteur pour le bon fonctionnement
Installer l'interrupteur simple au niveau de la salle de bain, le WC, le séchoir et la loggia
Équiper d'un point d'éclairage unique les chambres, le WC, le séchoir et la loggia
Équiper de deux points d'éclairage de manière fonctionnelle et optimale l'entrée dégagement, la salle de bain, la cuisine et le séjour
Équiper d'un point d'éclairage en dalle LED 600 × 600 40 W 4 000 K, chaque palier du couloir de circulation sans oublier le RDC avec pour commande des boutons poussoirs lumineux de bonne manufacture implantés à chaque entrée/sortie de porte du bâtiment et à chaque palier (implanté si possible en partie centrale de celui-ci), sans oublier d'équiper le tableau électrique du bâtiment, d'un télérupteur temporisé pour le bon fonctionnement
Équiper d'un point d'éclairage en dalle LED 600 × 600 40 W 4 000 K, l'entrée intérieure et extérieure (dalle IP65) avec pour commande deux interrupteurs crépusculaires temporisés à implanté de manière à obtenir une utilisation optimale, sans oublier d'équiper le tableau électrique du bâtiment des équipements utiles au bon fonctionnement du système
Équiper les différentes pièces de chaque logement, par le nombre de prises de courant et RJ45 requis par la norme NF-C 15-100 et répartis de manière à ce qu'elles soient optimisées et fonctionnelles pour l'utilisateur
Équiper au moins une des prises de courant prévu dans le nombre requis par la norme NF-C 15-100, d'au moins un port USB, au meilleur emplacement qu'il soit pour une utilisation optimale, dans les chambres, la cuisine et le séjour
Remplacer ou ajouter une prise de courant extérieure étanche au niveau de la loggia
Équiper la salle de bain d'un sèche-serviette économique d'une puissance de 750 W

Les différents équipements électriques des logements respecteront les types, les nombres ainsi que les côtes d'implantation fixés par la dernière mouture de la norme NF-C 15-100.

### 2.1.3. Bâtiment tertiaire :

Détail des travaux à réaliser dans les LST
Dépollution totale de l'installation électrique existante, <b>hormis les parties réseau numérique, onduleur, vidéo surveillance, système de sécurité incendie, système de contrôle d'accès sécurisé, grilles de sécurité, pompe à chaleur et ses équipements corollaires, volets roulants et/ou stores et goulottes déjà présentes, s'ils existent et s'il s'avère non nécessaire de revoir leurs systèmes d'alimentation (câblage, protection, appareillages, etc...)</b>
Faire remplacer le disjoncteur de tête TGBT par le fournisseur d'électricité
Remplacement de l'armoire électrique TGBT de manière intégrale pour une remise à neuf avec une répartition homogène avec un équilibrage cohérent des puissances
Création des liaisons équipotentielle de tous les équipements devant être impérativement raccordés
Décâbler toutes les gaines et réutiliser celles-ci tant que possible pour nouveau câblage des systèmes d'éclairage et des prises de courant encastrées, sinon utilisation de goulottes industrielles comme pour l'ensemble des travaux
Remplacer toutes prises de courant encastrées existantes par des prises de courant 2 pôles+terre affleurantes standards
Planter nouvelles goulottes industrielles en tant que de raison, afin de raccorder les différents appareillages électriques pour le bon fonctionnement du bâtiment en sa globalité
Équiper les différentes pièces par le nombre suffisant de prises de courant 2 pôles+terre affleurantes ainsi que des secourues affleurantes réparties de manière à ce qu'elles soient optimisées et fonctionnelles pour les utilisateurs
Remplacer la totalité des interrupteurs ou boutons poussoirs encastrés existants par des nouveaux équipements standards
Installer de façon optimale et fonctionnelle le système de va-et-vient dans chaque pièce disposant de deux portes d'entrée
Installer de façon optimale et fonctionnelle le ou les systèmes de boutons poussoirs lumineux sans oublier d'équiper l'armoire électrique, de ou des télérupteurs pour le bon fonctionnement
Installer un interrupteur simple dans chaque pièce disposant d'une seule porte
Remplacer et/ou ajouter de multiples points d'éclairage en dalle LED 600 × 600 40 W 4 000 K, afin d'optimiser l'éclairage au volume de chacune des pièces, avec pour commande, interrupteur (s) ou boutons poussoirs
Équiper chaque entrée extérieure du bâtiment d'un projecteur LED extérieur 50 W 7 000 K IP67 avec pour commande un interrupteur crépusculaire temporisé a implanté de manière à obtenir une utilisation optimale, sans oublier d'équiper l'armoire électrique du bâtiment des équipements utiles au bon fonctionnement du système
Équiper les différentes pièces par le nombre suffisant de prises de courant réparties de manière à ce qu'elles soient optimisées et fonctionnelles pour les utilisateurs
Équiper certaines prises de courant d'un port USB, au nombre suffisant et au meilleur emplacement afin que cela soit utile et bénéfique pour les utilisateurs
Ajouter et remplacer les prises de courant extérieures par des nouvelles étanches
Équiper les sanitaires d'un sèche-main de dernière génération d'une puissance de 1 000 W

#### 2.1.4. Organisation du chantier et obligation du titulaire :

L'entrepreneur titulaire devra :

- faire agréer par l'acheteur les dispositions détaillées qu'il compte adopter pour l'organisation de son chantier. Il pourra exiger que soient modifiées ou complétées les dispositions envisagées si celles-ci paraissent insuffisantes ou si, à l'expérience, elles ne donnent pas satisfaction ;
- faire acte de devoirs de conseil en cas de nécessité ([Chapitre I](#) – [L'article L 111-1](#) du Code de la Consommation et [Articles 1110 et 1382](#) du Code civil) ;
- assurer la protection de ses propres ouvrages et des ouvrages existants avant et après la mise en œuvre jusqu'à la livraison. Cette responsabilité des ouvrages propres à l'entreprise engendre le nettoyage de ces derniers pour livraison ;
- être présent ou être représenté par une personne habilitée à prendre toutes décisions ou engagements aux rendez-vous et réunions de chantier programmées ;
- remettre en temps opportun les plans et fiches techniques des matériels à mettre en œuvre ;
- observer sans délai les remarques ou instructions signalées ;
- intervenir pour ses travaux sans gêner l'exploitation du site ;
- assurer le rangement et la protection suffisante de tous les ouvrages susceptibles de subir des chocs ou des dégradations lors des exécutions ;
- fournir au début de sa prestation un planning détaillé de son intervention ;
- les titulaires auront implicitement à leur charge l'exécution de tous les percements, passages, trous, réservations, scellements, rebouchages, reprises de peinture, etc..., nécessaires à la complète et parfaite finition des ouvrages.

Le titulaire prendra toutes les dispositions utiles afin d'éviter la détérioration des installations existantes. Les dégâts occasionnés par sa faute donneront lieu à des travaux de remise en état, à ses frais, selon les directives qui lui seront données par le maître d'œuvre.

Chaque intervention donnera lieu à un nettoyage complet. Le nettoyage est réputé compris dans les prestations dues par le titulaire du marché.

Les travaux sur l'emprise devront être réalisés sans qu'il n'y ait d'incidence grave sur l'activité générale. Les horaires de travail à respecter seront de 08h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00 du lundi au vendredi pendant la durée du chantier. L'activité de week-end n'est pas autorisée sauf entente directe entre l'entreprise et le responsable du quartier.

Pour la mise en œuvre, les travaux devront être conformes aux spécifications et aux prescriptions énoncées dans les normes Documents Techniques Unifiés (DTU) et autres documents techniques réglementaires et normatifs en vigueur pour la nature des travaux à réaliser.

#### 2.1.5. Gestion des déchets :

L'entrepreneur titulaire devra traiter les déchets et leur évacuation, le tri sera à sa charge.

Dans ce cadre, cette gestion sera exécutée conformément aux prescriptions de la réglementation des Déchets d'Équipement Électriques et Électroniques (D3E).

## **ARTICLE 3 – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES**

### **3.1. Choix du matériel**

L'entreprise devra fournir des équipements et/ou matériels neufs et transmettre pour chaque appareillage installé, les fiches techniques du constructeur.

Les incidences des choix en termes de maintenance seront prises en compte.

Le titulaire devra donc, préalablement à l'exécution, soumettre à l'acceptation, un échantillon de chaque équipement sélectionné pour l'installation à réaliser, avec les références s'y reportant (ou à défaut une documentation détaillée).

Ces échantillons demeureront sur le chantier.

Aucun changement dans la nature et la qualité des matériels agréés ne sera admis, sauf accord écrit.

### **3.2. Transports – Stockage – Conservation**

Le titulaire doit :

- les transports à pied d'œuvre des différents appareillages et équipements électriques ;
- l'installation d'échafaudage si besoin (cage d'escalier, etc...) ;
- les stockages avec aménagement des zones affectées, y compris démontage et enlèvement des aménagements de zones de stockage à l'achèvement de ses travaux ;
- la conservation de la totalité des fournitures, en attente d'installation, avec précautions et protections contre l'humidité, les intempéries, l'incendie et le vol.

### **3.3. Mise en œuvre**

#### **3.3.1. Conditions d'établissement des installations :**

Renseignements de base : l'entrepreneur déclare avoir connaissance de tous les renseignements utiles à son projet et en particulier :

- la situation et la nature des bâtiments,
- le lieu d'intervention.

Le titulaire est réputé connaître, pour s'en être rendu compte personnellement, la nature des lieux et la situation des travaux, ainsi que les risques qu'ils peuvent entraîner.

Il est invité à se rendre compte par lui-même de la nature des travaux à exécuter. En aucun cas, il ne pourra arguer de l'imprécision des pièces écrites et des schémas.

Information du personnel : le titulaire devra déléguer un représentant qualifié capable d'informer le personnel de la caserne BELZUNCE sur les installations.

Mise en œuvre : les travaux devront être effectués sans aucune gêne de l'exploitation du site. Les bâtiments pourront être occupés pendant la phase des travaux.

Le titulaire du présent marché devra prévoir lors de ses interventions :

- de prévenir les responsables de la caserne BELZUNCE pour obtenir les autorisations nécessaires pour la réalisation des travaux,
- la ou les personnes à contacter sont mentionnés à posteriori.

### 3.3.2. Enlèvement du matériel :

Le titulaire du présent marché, en accord avec le personnel du site, devront l'évacuation des matériels déposés.

### 3.3.3. Nettoyage du chantier :

Le titulaire du marché devra un nettoyage soigné à l'issue de son intervention. La libération de la zone traitée ne sera effective qu'après approbation. L'entreprise attributaire du marché aura en charge l'évacuation de leurs déblais qui s'effectuera en décharge autorisée et fournira un Bordereau de Suivi pour Déchets Non Dangereux (BSDND). Aucun stockage sauvage ne sera autorisé dans et hors de l'enceinte de la caserne. La présence d'une benne pourra être autorisée.

### 3.3.4. Installation provisoire pour les besoins du chantier :

Toute installation ou suggestion pour les besoins du chantier devront être prévues.  
Aucune suggestion prévisible dans l'exécution des travaux ne donnera droit à une indemnité.

## **3.4. Essais - Vérifications**

En cours de travaux, chaque fois que cela sera nécessaire et à la fin des travaux, le maître d'ouvrage, procédera aux opérations de contrôle et aux vérifications qualitatives et quantitatives en présence de l'entrepreneur ou de son représentant.

Toutes déficiences constatées seront immédiatement réparées par l'entreprise.

L'entrepreneur procédera, à ses frais, aux opérations de démontage et de remontage des appareils et des parties de l'installation qui sont indispensables aux travaux.

D'une manière générale, tous les frais en personnel et en matériel dus à des suppressions, adjonctions ou modifications résultant d'erreurs, de retards ou d'omissions de la part du titulaire seront à sa charge.

## **3.5. Réception des travaux**

À la réception des travaux, un nettoyage complet des abords des bâtiments mentionnés dans le tableau 2.1.1. sera effectué.

Un procès-verbal de réception sera rédigé à l'issue des opérations de réception.

La mise en route et les essais de l'installation devront être concluants.

Un Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) complet devra être fourni sous forme numérique (1 clé USB) et en 3 exemplaires au format papier. Il comprendra au minimum les éléments suivants :

- notice et fiches techniques des matériels installés ;
- les plans et détails des réservations ;
- les plans de cheminement des gaines, des goulottes et des chemins de câbles ;
- les plans détaillés de l'installation ;
- les schémas électriques ;
- les notes de calculs (câbles, différents éclairages, etc...).



### **3.6. Entretien - Garantie**

Chaque matériel figurant dans l'installation et nécessitant un entretien ou une révision périodique fera l'objet d'une notice détaillée comportant :

- la description ;
- les caractéristiques ;
- le repérage ;
- la localisation ;
- la marque et référence (coordonnées des fabricants) ;
- la nature des interventions et périodicité ;
- les matières premières nécessaires aux différentes interventions.

La période légale de garantie est fixée à 2 ans.

Le titulaire donnera la procédure et le numéro d'appel pour ses interventions.

Pendant l'année de parfait achèvement, l'entreprise doit assurer la reprise de défaut, de malfaçon, etc....

La garantie des matériels éventuellement remplacés pendant la période de garantie de l'installation sera prolongée d'une nouvelle période légale.

### **3.7. Assurance**

Le titulaire disposera d'une assurance permettant d'assurer sa responsabilité civile en cas de sinistre ou toute autre incidence liée à ses travaux.

## **ARTICLE 4 – VISITE TECHNIQUE PRÉALABLE À LA REMISE DES OFFRES**

Les candidats auront l'obligation de visiter les installations sous peine de nullité de leur offre.

Chacun est considéré avoir pris connaissance des lieux, de l'ensemble des pièces graphiques et en général de l'ensemble des conditions pouvant influencer sur l'exécution.

Il est rappelé que les renseignements techniques joints à la présente consultation n'ont qu'une valeur indicative et qu'aucune indication verbale qui modifie le présent CCTP ne pourra être considérée comme recevable.

En cas de doute, les entreprises soumissionnaires devront rédiger une demande écrite auprès de l'acheteur via le site PLACE, plateforme des achats de l'État (<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.AccueilEntreprise>).

Sans observation de sa part, il sera considéré que le titulaire accepte l'ensemble des pièces du dossier de consultation.

Les visites techniques seront organisées :

### **CHAQUE JEUDI À 10H00 DURANT LA PÉRIODE DE PUBLICATION DU MARCHÉ :**

**Les entreprises devront s'annoncer au moins 48 heures à l'avance auprès du responsable du service des affaires immobilières ou de la section infrastructure (voir tableau ci-dessous). Une attestation de visite sera remise à chaque candidat, ce document est à joindre obligatoirement à l'offre du marché.**

<b>Liste des service et personnes à contacter :</b>
<ul style="list-style-type: none"><li>• Service des affaires immobilières, groupement de gendarmerie départementale d'Agen (47) tél : 05.53.69.30.16, courriel : <a href="mailto:sai.ggd47@gendarmerie.interieur.gouv.fr">sai.ggd47@gendarmerie.interieur.gouv.fr</a></li></ul>
<ul style="list-style-type: none"><li>• Adjudant JOAQUIM Patrick du service des affaires immobilières du groupement de gendarmerie départementale d'Agen (47) tél : 05.53.69.30.16 / 06.34.39.25.54, courriel : <a href="mailto:patrick.joaquim@gendarmerie.interieur.gouv.fr">patrick.joaquim@gendarmerie.interieur.gouv.fr</a></li></ul>
<ul style="list-style-type: none"><li>• Section infrastructure, Bureau de l'immobilier et du logement de la région de gendarmerie Nouvelle-Aquitaine à Mérignac (33) tél : 05.56.90.44.87, courriel : <a href="mailto:si.bil.rgna@gendarmerie.interieur.gouv.fr">si.bil.rgna@gendarmerie.interieur.gouv.fr</a></li></ul>
<ul style="list-style-type: none"><li>• Adjudant DESMOTS Cédric de la section infrastructure du bureau de l'immobilier et du logement de la région de gendarmerie Nouvelle-Aquitaine à Mérignac (33) tél : 05.56.90.45.24 / 06.88.03.30.45, courriel : <a href="mailto:cedric.desmots@gendarmerie.interieur.gouv.fr">cedric.desmots@gendarmerie.interieur.gouv.fr</a></li></ul>

L'attention des entreprises est attirée sur les aspects suivants :

- Les entreprises devront respecter les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués à l'intérieur d'une enceinte militaire.

La visite technique ne se substitue pas à la visite d'inspection de prévention préalable commune des lieux de travail et des installations qui s'y trouvent. Les candidats auront l'obligation de visiter les installations sous peine de nullité de leur offre.

**IMPORTANT :** Les entreprises devront procéder avec précision à tous les relevés nécessaires à l'établissement de leur offre lors de la visite technique sur site. Il est rappelé qu'aucune indication verbale qui modifie le présent CCTP ne pourra être considérée comme recevable. En cas de doute, l'entreprise devra rédiger une demande écrite auprès de la personne responsable du marché.

### **5.1. Réglementation**

La mise en œuvre de la politique générale de prévention à la Santé et Sécurité au Travail (SST) à la gendarmerie nationale et plus particulièrement à la Région de Gendarmerie de Nouvelle Aquitaine (RGNA) et gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, est régie par l'application de principes de base issus du Code du travail, décrets et arrêtés.

Cette opération sera réalisée en tenant compte des dispositions de sécurité et de protection de la santé applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil, issues de (listes non exhaustives) :

- Loi n° 93-1418, du 31 décembre 1993, transposant la directive européenne « Chantiers temporaires et mobiles » ;
- Code du travail, art. L. 4531-1 et suivants et L. 4532-2 à 4532-7.

### **5.2. Procédure**

Dès réception de la notification du marché, le titulaire (entreprise) prendra attache avec :

- Monsieur BAKIRI chef du bureau SST, État-major de la RGNA  
Tél (s) : 05.56.90.45.28 / 06.85.57.11.95
- Madame LE FLOCH Ingrid adjointe du bureau SST, État-major de la RGNA  
Tél (s) : 05.56.90.46.99 / 06.07.88.45.24

Courriel : [bsst.dao.rgna@gendarmerie.interieur.gouv.fr](mailto:bsst.dao.rgna@gendarmerie.interieur.gouv.fr)

afin de fixer durant la phase de préparation du chantier une date pour la visite d'inspection de prévention commune préalable obligatoire des installations (Code du travail : Art. R. 4532-13).

Le titulaire, le représentant de la personne publique procéderont en commun à une analyse préalable des risques, conformément à l'application de la Loi 93-1418 du 31 décembre 1993 et son décret d'application 94-1159 du 26 décembre 1994, modifié par le décret 2003-68 du 24 janvier 2003 concernant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués par une entreprise extérieure, dont le titulaire déclare avoir pris connaissance.

Le titulaire est tenu de signaler dans les plus courts délais, au représentant de l'administration sur le site la présence de tout danger imminent qu'il pourrait constater lors de son intervention, en indiquant les conséquences que pourraient entraîner la non-intervention et la non-exécution des travaux nécessaires à leur prévention. Ces constats font l'objet d'un compte rendu de danger imminent, établi dans le respect de la réglementation. Ce compte rendu doit être transmis dans un délai d'un jour ouvrable à compter de la date de constat du danger à M. BAKIRI chef du BSST à l'état-major de la RGNA.

### **5.3. Protection incendie**

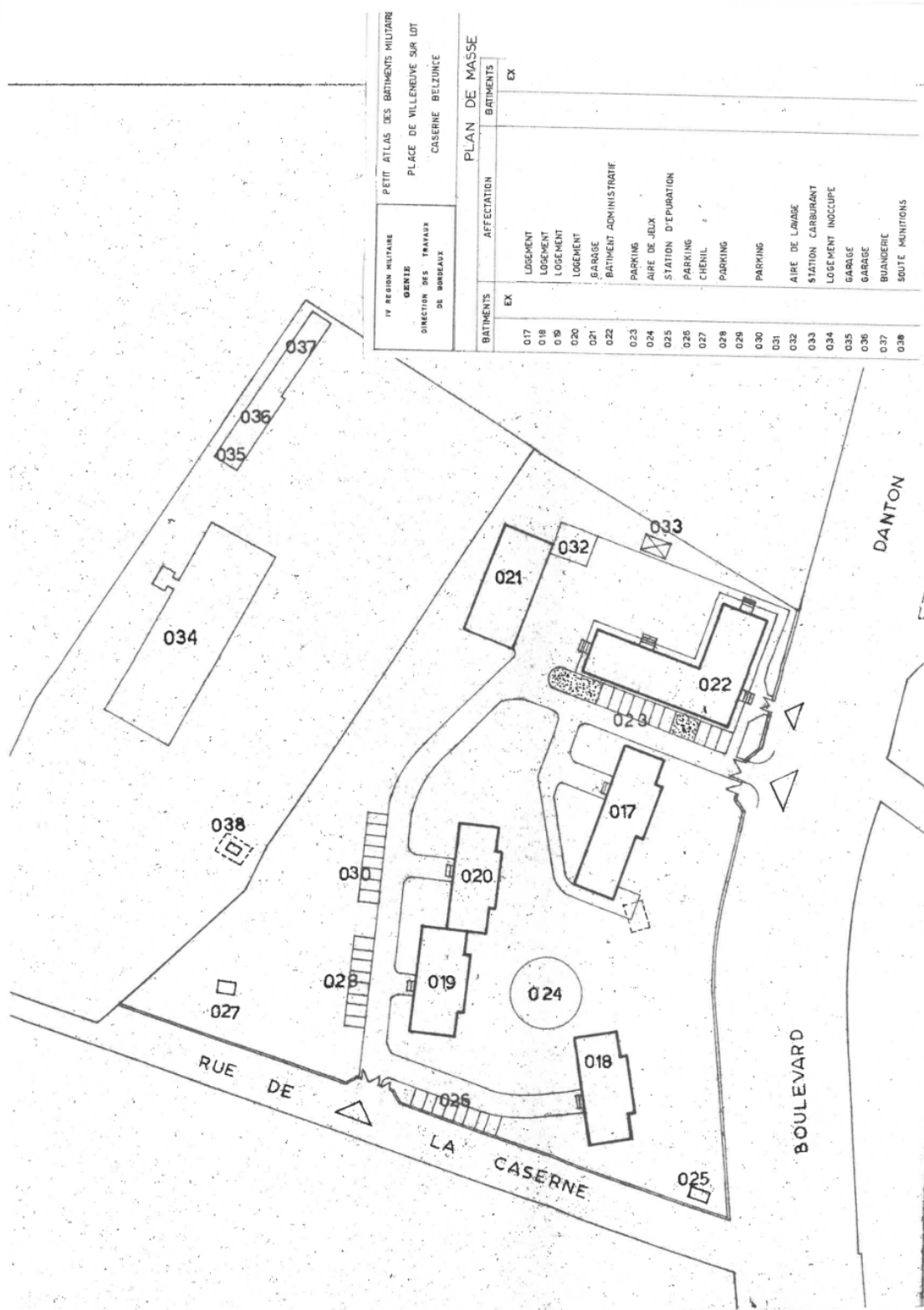
Les informations concernant l'organisation des premiers secours, la lutte contre l'incendie et l'évacuation des travailleurs ainsi que sur les personnes chargées de mettre en pratique ces mesures seront développées dans le plan de prévention.

### **5.4. Protection de l'environnement**

Les informations concernant l'organisation « gestion de l'environnement » seront également développées dans le plan de prévention.

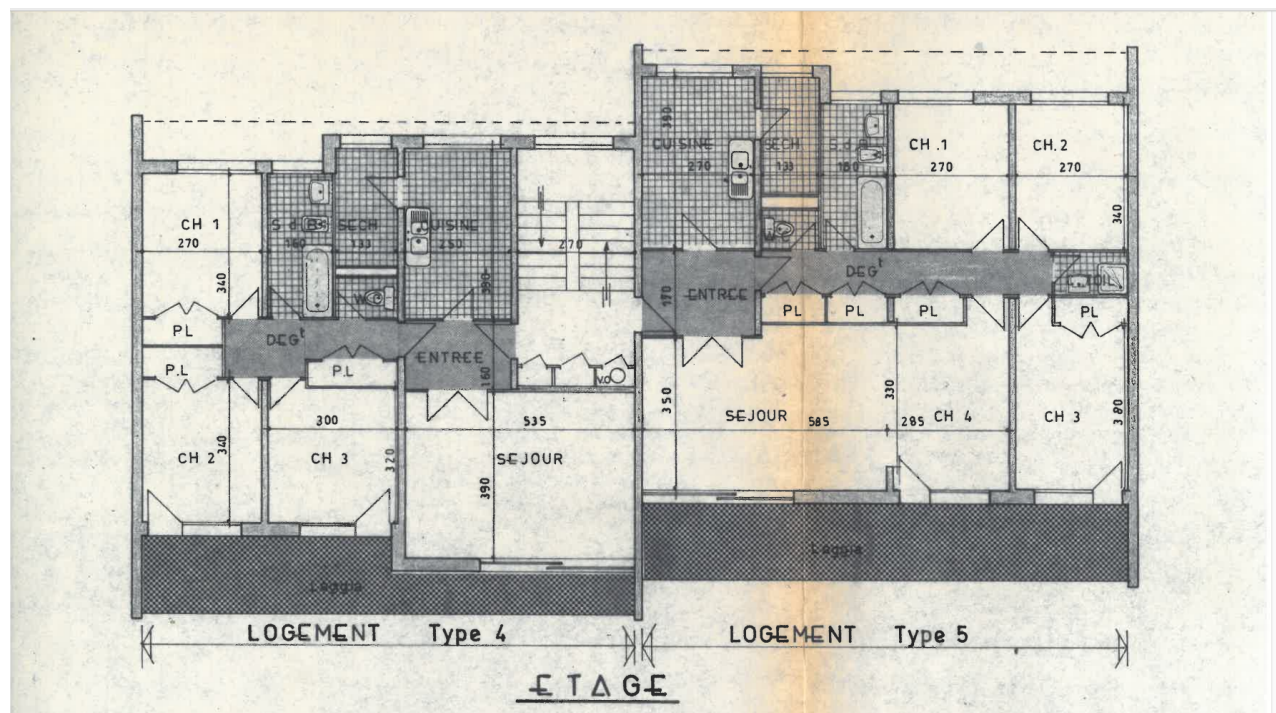
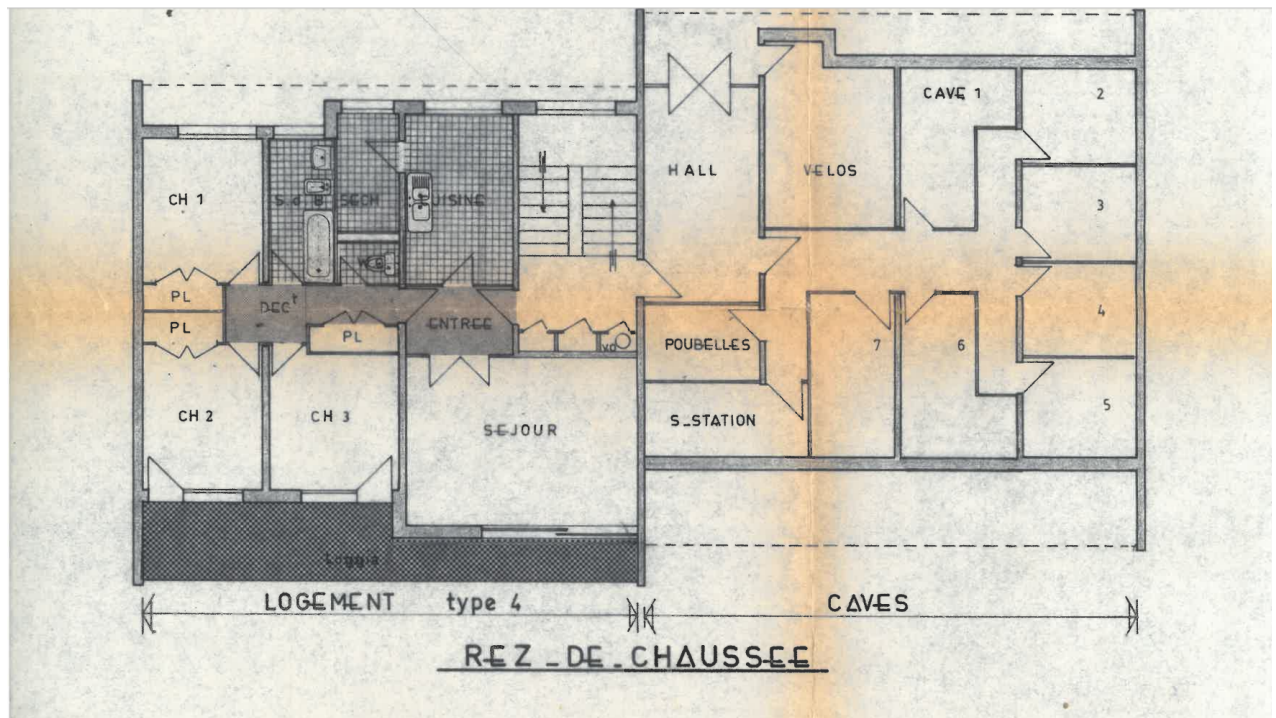
ARTICLE 6 – PLANS D'ORIGINE

PLAN DE MASSE :

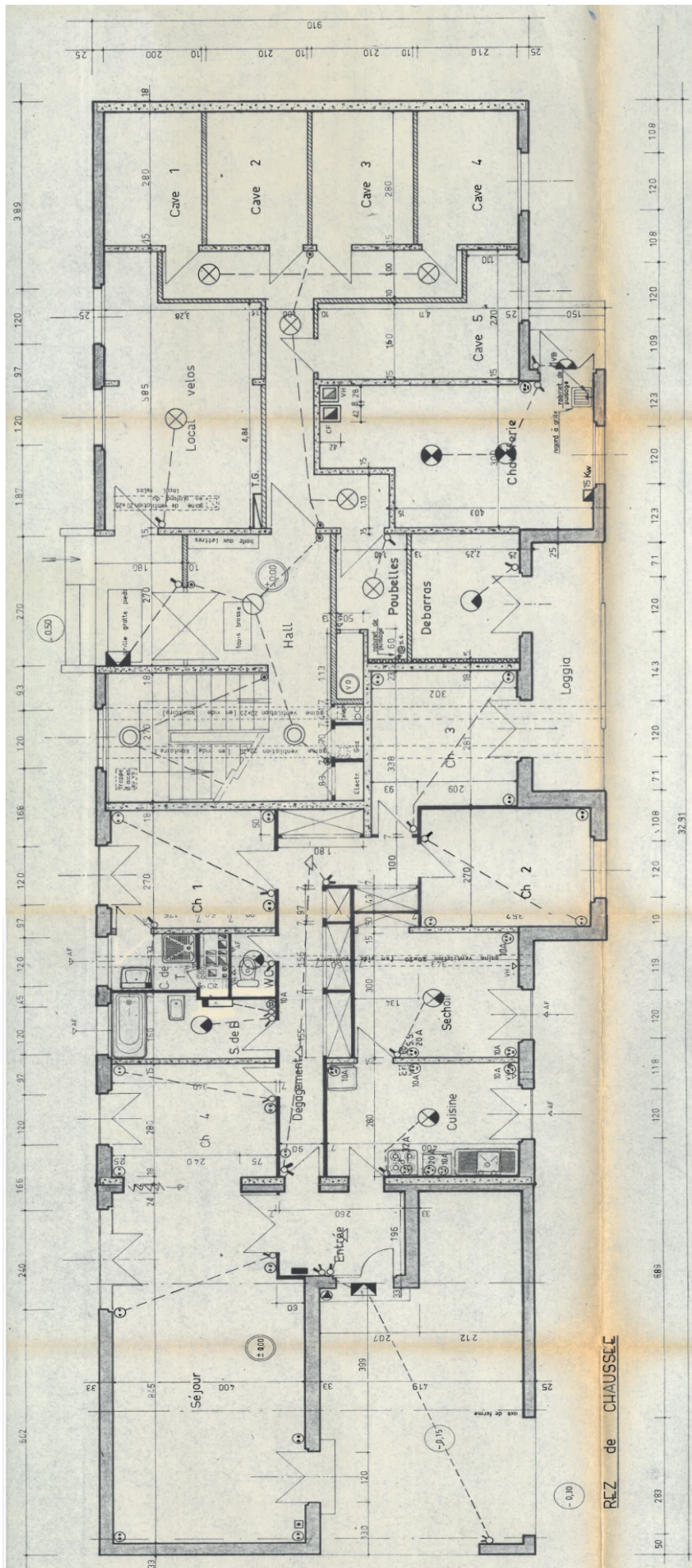




# PLANS BÂTIMENT RÉSIDENTIEL :







Rez de Chaussée

